

Impressum

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **42 (2005)**

Heft 1633

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Davos: utiles rencontres et vaines gesticulations

Le Forum a plié bagages. Au milieu des stars en visite, des politiciens et des décideurs économiques, des contestations plus ou moins institutionnalisées, il est difficile de discerner des initiatives concrètes, vraiment novatrices.

Le spectacle du rendez-vous annuel mondial de Davos nous arrache tour à tour applaudissements et sifflots. Saluons l'amorce de dialogue entre Israéliens et Palestiniens. Apprécions l'occasion donnée au Conseil fédéral de trouver, pour quelques heures, les contacts dont il est privé par l'isolement de la Suisse. Espérons que le plan Marshall pour l'Afrique préconisé par Tony Blair et quelques autres paroles envolées de Davos ou de son concurrent le Forum social de Porto Alegre fassent bouger, même d'un millimètre, le débat sur une mondialisation plus équitable.

Mais les bons sentiments totalement gratuits affichés par les Davosiens agacent.

Lorsque 65% d'entre eux se prononcent en faveur d'une lutte contre la pauvreté, lorsque Jacques Chirac propose des variantes irréalistes de la taxe Tobin, on ne peut que parler de vaines gesticulations. Les opposants, de leur côté, ne sont pas toujours crédibles. L'opération Public Eye mise sur pied par plusieurs ONG pour concurrencer le tintamarre médiatique de Davos a utilisé les aléas du vote par Internet pour désigner les multinationales les plus incorrectes et a servi du café froid. Elle a notamment sanctionné Dow Chemical et Nestlé pour des faits vieux de plusieurs décennies. Les ONG, d'ordinaire plus rigoureuses, ne gagnent rien en crédibilité de ce quiz médiatique. On préférera

par exemple une autre initiative de Public Eye qui, en marge de Davos 2003, publiait un code de bonne conduite pour les investissements responsables dans le monde. De grandes banques ont suivi la tendance. Elles ont élaboré des règles analogues (*Equator Principles*) que vingt-huit d'entre elles ont appliquées à des opérations de financement dans le tiers-monde, pour un montant de quelque cinquante millions de dollars. Les mêmes banques investissent annuellement cinquante-cinq milliards de dollars. Elles se donnent donc bonne conscience à peu de frais. Mais c'est une brèche dans le système, l'introduction de critères autres que ceux de la sécurité et de la rentabilité. at

Pouvoir d'achat (suite)

La richesse à géométrie variable

Les statistiques touristiques le montrent, les Suisses sont les champions du monde du voyage à l'étranger. Et sans parler des achats de nourriture de l'autre côté de la frontière ou des promenades gastronomiques dominicales en Bourgogne ou en Franche-Comté, nos compatriotes sont de grands acheteurs de résidence plus ou moins secondaires dans les pays voisins.

S'il était possible, mais l'exercice statistique est sans doute très ardu, de prendre en compte cette consommation hors de chez soi, gageons que la Suisse ne serait pas derrière l'Irlande! Et si l'on tient compte de la structure réelle de l'économie, c'est à dire du PNB (produit national brut), la vision change

totale. Le PNB est constitué du PIB, avec en plus les revenus reçus de l'étranger et en moins les revenus produits en Suisse partant à l'étranger.

Inutile de s'étendre sur la puissance et la diversification de nos entreprises à l'étranger; l'Irlande est une économie d'exportation, développée grâce aux investissements américains qui ont profité d'une tête de pont de langue anglaise à côté de l'Europe. La grande majorité des ordinateurs vendus chez nous sont fabriqués en Irlande. Selon les chiffres de la banque mondiale, le PNB par habitant de la Suisse en 2003 est de 40 000 dollars et celui de l'Irlande de 27 000, soit un écart fortement accru par rapport aux indices de l'OCDE basés sur le PIB.

Il ne s'agit pas de minimiser l'extraordinaire progression de l'Irlande qui est parvenue en peu d'années à transformer son territoire pauvre en un des pays riches de l'Europe. Mais les donneurs de leçons de l'économie suisse ont simplifié leur démonstration pour les besoins de leur cause, travers dont ils accusent d'habitude leurs adversaires. jg

Les informations de l'OCDE sont tirés du rapport *Nouvelles comparaisons du PIB*, disponible sur le site www.oecd.org/home

Les données de la Banque mondiale, *GNI per capita 2003*, sont issues du site www.banquemondiale.org

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:
François Cherix (fc)
Alex Dépraz (ad)
Jean-Daniel Delley (jd)
Carole Faes (cf)
André Gavillet (ag)
Anne Rivier
Albert Tille (at)

Responsable administrative:
Anne Caldelari

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1,
cp 5863,
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10

E-mail:
redaction@domainepublic.ch
administration@domainepublic.ch

www.domainepublic.ch